

**Question avec demande de réponse écrite E-005475/2015
à la Commission**

Article 130 du règlement

Nicolas Bay (NI), Jean-Luc Schaffhauser (NI), Bernard Monot (NI), Mylène Troszczynski (NI), Lorenzo Fontana (NI), Aymeric Chauprade (NI), Marie-Christine Arnautu (NI), Franz Obermayr (NI), Marcel de Graaff (NI), Vicky Maeijer (NI), Olaf Stuger (NI), Bruno Gollnisch (NI), Gilles Lebreton (NI), Jean-François Jalkh (NI) et Marie-Christine Boutonnet (NI)

Objet: La non-fiabilité de notre partenariat avec l'Ukraine

Dans un entretien au journal Le Figaro paru au lendemain de l'abandon du projet South Stream par la Russie, Jérôme Ferrier, président de l'Union internationale du gaz, a déclaré que "l'Europe ne peut pas s'affranchir du gaz russe".

Cet avis, affirmé avec conviction et clarté par M. Ferrier, semble faire l'unanimité parmi les experts et autres observateurs indépendants.

C'est d'ailleurs ce qu'a réaffirmé Fatih Birol – nommé directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie le 13 février 2015 – lors du dîner-débat du Forum européen de l'énergie organisé le 24 février 2015 à Bruxelles.

Cependant, dans son projet de rapport sur la sécurité énergétique pour la commission ITRE, Algirdas Saudargas estime que "la Russie ne peut plus être considérée comme un partenaire fiable". Rien ne justifie a priori de pareilles accusations, la compagnie Gazprom ayant jusqu'à présent honoré tous ses contrats.

Le problème ne vient-il pas plutôt du défaut de paiement récurrent de l'ukrainien Naftogaz?

Par conséquent, la Commission est-elle prête à s'engager à faire pression sur l'Ukraine – par laquelle ont transité 82 Gm3 de gaz russe en 2013 et seulement 57 Gm3 en 2014 – et sa compagnie Naftogaz afin d'assurer la sécurité d'approvisionnement des États membres?